

ALGER FACE À LA CRISE LIBYENNE

Ces armes qui font peur

Pays voisin de la Libye, un pays qui s'engluie chaque jour davantage dans les rets de la guerre civile, l'Algérie ne cache pas ses inquiétudes face à l'intrusion manifeste de l'AQMI dans le conflit ainsi que la grande circulation des armes.

Ces inquiétudes, évoquées par le ministre algérien délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, comme de probables dommages collatéraux que l'enlèvement de la situation en Libye pourrait générer dans la sous-région du Sahel, sont partagées par le ministre britannique des affaires étrangères, Alistair Burt.

La préoccupation est aussi anglaise, d'autant que le constat est également fait par les membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Abdelkader Messahel a, animant avant-hier une conférence conjointe avec le ministre britannique des Affaires étrangères, tenu à le faire remarquer. «La situation actuelle en Libye peut induire des dommages collatéraux dans la région. Nous avons constaté, et nos partenaires en sont informés, qu'il y a beaucoup d'armes qui circulent en Libye.

Tout le monde a remarqué également qu'il y a actuellement des mouvements d'AQMI dans la région», a dit Messahel, avertissant que «si les choses perdurent, elles pourraient aggraver la situation dans le Sahel, surtout que cette région est déjà caractérisée par une activité terroriste. Les armes qui pourraient être récupérées risquent d'avoir des conséquences graves. Le constat a été fait par l'Algérie mais aussi par d'autres pays, y compris ceux membres du Conseil de sécurité de l'ONU».

Cependant, si les deux ministres algérien et britannique, qui ont coprésidé la 5e session de la commission bilatérale algéro-britannique, partagent le risque des «dommages collatéraux» que le conflit en Libye pourrait induire dans la région du Sahel, ils restent sur des avis assez éloignés quant aux moyens de solutionner la crise libyenne.

L'Algérie, contrairement à la Grande-Bretagne qui, elle, est engagée dans la démarche des alliés occidentaux, se conforme à la position de l'Union africaine (UA). Cette dernière maintient de préconiser un dialogue entre les Libyens. «L'Algérie et l'UA sont favorables à un dialogue inclusif interlibyen qui laisse le choix au peuple d'exprimer librement son point de vue», a précisé Messahel.

D'ailleurs, l'Algérie comme l'Union Africaine ont boycotté la récente conférence de Londres dédiée à la crise libyenne. Le ministre britannique des Affaires étrangères a dit regretter cette défection. Mais selon Messahel, son homologue britannique n'est pas resté insensible aux arguments algériens : «J'ai donné au ministre britannique les raisons de l'absence de l'Algérie à la conférence de Londres sur la Libye et elles ont été bien comprises.» Cela dit, l'Algérie se conforme aux décisions des Nations unies, la résolution 1973 y compris.

La crise Libyenne, certes différemment appréciée par les deux pays quant à la manière de la résoudre, n'affecte pour autant pas la relation bilatérale entre Alger et Londres. Les coopérations économiques et commerciales ont été qualifiées d'excellentes par les deux ministres.

Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est passé, ces dernières années, de 1 à 2 milliards de dollars.

Sofiane Aït-Ifflis

LES SOUSCRIPTEURS AADL 2001 RÉPONDENT À NOURREDINE MOUSSA : «Ce n'est pas à nous de trouver des solutions»

Pour les souscripteurs au programme AADL 2001, la proposition du ministre de l'Habitat, qui consiste à leur laisser le choix des critères à retenir pour les futurs bénéficiaires des 4 000 derniers logements à offrir ou encore l'organisation d'un tirage au sort, démontre, on ne peut plus clairement, «l'incapacité d'un secteur à gérer convenablement un dossier».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -S'exprimant hier à l'occasion d'une conférence de presse, organisée au siège du FFS, à Alger, le président de l'Association des souscripteurs du programme AADL 2001, Layachi Akil, a été catégorique : «Il fallait nous proposer de choisir nous-mêmes les critères d'accès, lorsque l'AADL avait un million de logements à offrir. Maintenant qu'elle n'en a plus que 4 000 à distribuer pour des milliers de souscripteurs, elle veut nous renvoyer la balle et dégager ainsi sa responsabilité. Cela démontre on ne peut plus clairement l'incapacité d'un secteur en panne

d'idées et de solutions à gérer convenablement un programme ou encore un manque de responsabilité flagrant.»

Ainsi, Layachi Akil, qui a ajouté qu'il incombait au ministre de l'Habitat, Nourredine Moussa, de trouver une solution à un problème qu'il a lui-même créé, n'y est pas allé par trente-six chemins pour dire : «Si vous êtes incapable de gérer convenablement un dossier, partez et cédez la place à quelqu'un d'autre.» Toujours dans le même sillage, pour le président de l'Association des souscripteurs 2001, les propositions faites par le premier responsable du secteur

LE RÉGIME INDEMNITAIRE SERA PROMULGUÉ EN MAI PROCHAIN AU JOURNAL OFFICIEL

Revalorisation salariale attendue pour 15 000 douaniers

Le régime indemnitaire des fonctionnaires de l'administration des douanes est sur le point d'être finalisé, a-t-on appris hier de source proche de la direction nationale de l'UGTA. Son entrée en vigueur est prévue au début de mai prochain, au lendemain de sa publication dans le Journal officiel.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Très attendues par les travailleurs de l'administration des douanes, les dispositions régissant la carrière des agents de douane seront effectives avant la fin du second trimestre de l'année en cours, avec effet rétroactif à partir de janvier 2008.

Le statut particulier a été approuvé par les deux parties alors que le régime indemnitaire est actuellement à l'étude à la Direction générale de la Fonction publique. Pour ce dernier point, «sa finalisation est une question de temps», d'autant, a-t-on ajouté, que «des instructions fermes ont été données pour mener à terme cette opération qui concerne une quinzaine de milliers de travailleurs du secteur des douanes».

Sur un autre plan, on apprend que le nouveau statut particulier préfigurerait l'administration des douanes qui aura à créer deux nouveaux grades dans le corps actif des douaniers. Il s'agit des grades d'agent de surveillance (le plus bas dans le corps des agents) et de contrôleur général en chef (le plus haut concernant

les officiers supérieurs). Ce qui permettra, ajoute-t-on, «d'élargir le plan de carrière des douaniers et d'améliorer la hiérarchie des grades».

Ce nouveau statut viendra mettre fin, également, à une situation de «stagnation professionnelle d'un grand nombre de douaniers».

Ainsi, le corps actif sera composé de trois catégories distinctes : le corps des agents (agents de surveillance, agents de contrôle et brigadiers), le corps des officiers (officiers de brigade, officiers de contrôle et les inspecteurs principaux) et le corps des officiers supérieurs (les divisionnaires, les contrôleurs généraux et les contrôleurs généraux en chef).

«Grâce au plan de carrière ainsi prévu, tout agent aura la possibilité de progresser systématiquement durant sa carrière, soit par le biais du concours interne soit par la promotion exceptionnelle», avait expliqué récemment M. Djazouli, le directeur des ressources humaines à la Direction générale des douanes. Le nouveau statut donnera l'op-

portunité aux agents douaniers de bénéficier d'une promotion tous les dix ans en fonction des postes budgétaires disponibles, et ce même sans passer par un concours interne. Il offre aussi aux agents relevant du corps commun la possibilité d'intégrer, à leur demande, le corps actif. Les corps communs comptent près de 700 agents à travers le territoire national dont essentiellement les ingénieurs informaticiens, les administrateurs et les attachés

de l'habitat, entre autres laisser les souscripteurs choisir eux-mêmes les critères pour bénéficier des 4 000 logements restants ou encore l'organisation d'un tirage au sort, laissent clairement entendre qu'il n'y a jamais eu de critères dès le départ. C'est pour cette raison que Layachi Akil a appelé le président de la République à intervenir pour l'ouverture du dossier de l'AADL qui, a-t-il insinué, «contient beaucoup d'anomalies».

Par ailleurs, ce dernier s'est interrogé sur le refus du wali d'Alger de leur délivrer l'agrément de leur association de bienfaisance après leur avoir pourtant donné l'accord de création. «Un bienfaiteur a fait don d'un terrain de 14 ha à Draria pour notre association afin de construire des logements pour les souscripteurs de 2001, mais nous sommes toujours bloqués par le refus du wali d'Alger de nous délivrer un agrément. Cette situation perdure depuis une

année et nous sommes plus en mesure de patienter encore longtemps», a-t-il ajouté. Enfin, Layachi Akil, a affirmé que bien des souscripteurs ayant reçu des engagements de la part de l'AADL (reçu de versement et décision d'affectation), n'ont à ce jour pas été remboursés ni bénéficié d'un logement, contrairement aux propos du directeur général de l'AADL et du ministre de l'Habitat. Il est à savoir que des souscripteurs ont montré aux journalistes sur place des documents prouvant l'existence de pareils cas, à l'exemple de Boughar Redad qui a signé le 14 janvier 2003 avec le directeur commercial de l'AADL et le P/APC de Bab El-Oued, une décision d'affectation de logement en cours de réalisation sur laquelle est mentionné le numéro de versement (5 520), la date (3/12/2001) et le montant (140 000 DA).

M. M.

EN GUISE DE SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS

D'UNE ENTREPRISE PUBLIQUE

Batna sous la menace d'une grève générale

Les syndicalistes de la wilaya de Batna affiliés à l'UGTA menacent d'une grève générale au niveau de la wilaya de Batna, en guise de solidarité avec les travailleurs d'une entreprise publique locale relevant du secteur des travaux publics.

Selon des sources syndicales, «le département de Amar Ghoul refuse d'appliquer une décision de justice rendue au profit des travailleurs et a décidé de liquider l'entreprise qui dispose d'un portefeuille managérial important dans la région».

Ainsi, malgré les doléances et autres démarches entreprises par les représentants des travailleurs tant au niveau local que national, le ministère des Travaux publics ne semble pas accorder une oreille attentive aux doléances des travailleurs.

Face à cette situation, les cadres syndicaux de la région menacent d'une grève générale qui risque de paralyser toutes les activités de la région.

A. B.

AUTO-ÉCOLES

La Fédération menace d'une grève

La Fédération nationale des auto-écoles menace d'une grève. Un délai de 15 jours est accordé au ministère des Transports pour répondre à ses revendications.

Rym Nasri - Alger (Le Soir)- Dénonçant le «rejet» de la tutelle de la majorité de ses revendications, la Fédération nationale des auto-écoles accorde un délai de 15 jours à celle-ci pour les satisfaire .

«Passé ce délai, le conseil national se réunira le 23 avril prochain pour décider d'un préavis de grève», a indiqué le secrétaire général de la Fédération, Ahmed-Zinedine Aoudia, hier à Alger. Il précisera qu'après la réunion de coordina-

tion tenue le 7 mars dernier avec le ministère des Transports, «outre la permission de passer les deux examens du code et manœuvres aux candidats âgés de 17 ans et celui de circulation une fois atteint 18 ans, seul l'ajournement a été acquis en réduisant la période séparant les examens d'un mois à 15 jours».

L'intervenant a ainsi rappelé les revendications de la corporation. «Nous plaçons pour la création d'une commission nationale technique à laquelle prendrait part la Fédération pour la résolution des problèmes du secteur», dit-il.

La corporation a appelé également à l'annulation de la candidature libre au permis de conduire et s'oppose à «l'attribution des agréments pour ouvrir des auto-écoles aux personnes retrai-

tées». Quant au congé annuel qui s'étale sur deux mois, les professionnels estiment qu'il doit être revu.

Soulignant le manque «flagrant» d'examineurs, le président de la Fédération des auto-écoles s'interroge : «Pourquoi mettre à la retraite les anciens examinateurs alors qu'on peut profiter de leur expérience en attendant la relève ?»

Toutefois, il a affirmé que la tutelle a promis de renforcer le secteur avec 93 nouveaux examinateurs avant fin mai prochain. Or, poursuit-il, «selon nos informations, ces examinateurs ne sont pas prêts car ils n'ont passé ni stage ni concours». Il a souligné, également, qu'«aucun circuit d'examen de conduite n'est conforme».

R. N.